

Les crédits

qui devient le facteur déterminant. C'est à un phénomène très négatif qu'on veut s'attaquer dans cette motion.

Le gouvernement devrait appuyer des programmes visant à fournir une gamme complète de mesures sociales, d'éducation et de santé afin de permettre aux jeunes familles de demeurer dans leur collectivité. Nous connaissons à la Chambre le genre de problèmes sociaux qui découlent de l'urbanisation de la population, avec des gens sans ressources qui abandonnent les petites villes et s'installent dans les grandes, ce qui entraîne la destruction de la vie sociale.

Pendant qu'elle siégeait à la Chambre, Agnes MacPhail a été une championne du Canada rural parce qu'elle en venait mais aussi parce qu'elle possédait ce merveilleux sens communautaire et qu'elle savait que ceux qui ne se sentent pas liés à l'endroit d'où ils viennent ont perdu beaucoup.

Il y a encore autre chose à dire à l'occasion de l'anniversaire de naissance d'Agnes MacPhail, il y aura cent ans demain. Membre fondateur de la Société Elizabeth Fry, elle était également championne de la réforme pénitentiaire et fut, par conséquent, la première femme à franchir le seuil du pénitencier de Kingston. Dans une autre anecdote, on raconte qu'on lui a dit à l'époque qu'aucune «dame» n'était autorisée à entrer dans le pénitencier de Kingston. Ce à quoi elle aurait répondu qu'elle n'était pas une «dame», qu'elle était députée. Voilà un autre point que nous, les femmes députées, devons également comprendre. Il faut parfois se faire élire députée pour veiller à la dignité des femmes, mais il reste qu'à la Chambre des communes, nous sommes députées avant tout, femmes après. J'espère que cette dynamique évoluera à mesure qu'augmentera le nombre de femmes siégeant à la Chambre des communes.

Agnes MacPhail était une vraie championne, elle s'est rendue compte que, à titre de première femme députée, elle devenait d'office la porte-parole des Canadiennes. Les femmes qui siègent aujourd'hui à la Chambre ne devraient pas oublier qu'elles jouent aussi ce rôle auprès des Canadiennes, à qui elles servent de modèles.

Agnes MacPhail a également pris fait et cause pour la réforme pénitentiaire et le salaire égal pour un travail de valeur égale. Elle a défendu ces causes avec l'appui de son collègue, Andrew Brewin. J'ai l'honneur d'avoir comme collègue le fils d'Andrew Brewin, John Brewin, député de la circonscription voisine de la mienne. Par un

heureux concours de circonstances, le député de Victoria est aujourd'hui le critique de notre parti pour le ministère du Solliciteur général et collabore toujours à la réforme pénitentiaire au centre de détention de Kingston. Nous sommes très fiers de la contribution parlementaire de notre parti au fil des ans.

Le sort qui nous attend en Colombie-Britannique, à la suite de la destruction des localités rurales, coïncide avec les soucis que se faisait Agnes MacPhail au sujet des femmes dans les collectivités de pêcheurs et les régions rurales du Canada. Étant donné la dernière crise provoquée par le libre-échange et la perte d'emplois dans les collectivités de pêcheurs de la Colombie-Britannique, Agnes MacPhail doit sûrement se retourner dans sa tombe, puisque ce sont les femmes, et généralement des immigrantes, qui risquent de se retrouver sans emploi. Ce sont elles qui perdront leur emploi au profit des Américains, un autre affront de plus qu'elles devront subir.

En conclusion, à l'appui de cette motion, le gouvernement devrait donner son appui au Canada rural en protégeant les bureaux de poste et en créant des programmes de développement communautaire, des garderies, d'autres programmes pour les femmes et en fournissant une gamme complète de services et de programmes d'acquisition de nouvelles compétences, qui aideront les femmes de toutes les collectivités rurales à remplir leur rôle crucial.

M. Jim Jordan (Leeds—Grenville): Je connais tout l'intérêt que mon honorable collègue voue aux questions féminines. J'ai remarqué qu'elle a mentionné à deux ou trois reprises les problèmes sociaux auxquels la société est maintenant confrontée. Ils augurent plutôt mal quand on s'arrête à en dresser la liste, et on se demande si on finira un jour par y trouver des solutions. Elle a parlé aussi du manque d'intérêt que nous constatons chez le gouvernement actuel en ce qui concerne les services de garderie. L'intérêt chez lui semble aller par cycles. Je suis persuadé qu'il en reparlera juste avant les prochaines élections.

Je me demande si ma collègue voit, tout comme moi, un rapport entre l'absence de services de garderie et certains de nos principaux problèmes sociaux. Nous le savons tous, les premières années de la vie sont celles où les services assurés aux enfants ont plus tard d'énormes répercussions sur leur vie. Voit-elle un rapport entre l'absence de services de garderie dont le besoin se fait